

Économie

L'épargne nationale toujours loin du compte

● Le taux d'épargne nationale a aussi bien reculé sur le long terme que sur le court terme. Il s'est dégradé de 1,3 point entre la période allant de 2000 à 2007 et entre 2008 et 2013, passant de 28,5% à 27,2% d'une période à l'autre, avant de retomber à 25,8% du PIB en 2014. Développement de l'épargne salariale, dynamisation des marchés financiers, amélioration de la fiscalité de l'épargne... les ingrédients d'une meilleure épargne n'ont pas changé.

Croissance, chômage, endettement public, inflation... chacun de ces indicateurs macroéconomiques fondamentaux sont régulièrement scrutés, analysés et décortiqués par les organismes publics. En revanche, l'épargne, autre composante macroéconomique fondamentale, semble moins capter l'attention dans le débat économique. Or cet indicateur peine à servir le développement économique du Maroc. En effet, le taux d'épargne nationale a aussi bien reculé sur le long terme que sur le court terme, empêchant d'autres indicateurs fondamentaux d'afficher de meilleures performances. Aussi le taux d'épargne nationale moyen s'est-il dégradé de 1,3 point entre la période allant de 2000 à 2007 et entre 2008 et 2013, passant de 28,5% à 27,2% d'une période à l'autre. « Cette régression résulte de la légère hausse de la part moyenne du revenu national brut disponible destinée à la consommation des ménages évaluée à 1,3 point, pour atteindre 55,5% en seconde période », explique le ministère des Finances dans son tableau de bord macroéconomique. D'autre part, la bonne tenue des finances de l'État a permis d'améliorer la part moyenne de l'épargne de ce dernier dans l'épargne nationale de 1,4 point, passant de 9,5% durant la période 2000-2007 à 10,9% durant la période 2008-2013. De son côté, l'apport moyen de l'épargne extérieure au niveau de l'épargne nationale s'est également dégradé de 3,4 points par rapport à la période 2000-2007 pour s'établir à 19,7% entre 2008 et 2013, suite à « l'affectation de cette part durant les cinq der-



nières années par la crise écono-

Insuffisance

« En conséquence de cette dégradation notable, le niveau de l'épargne nationale reste insuffisant par rapport à la demande d'investissement. Le besoin de financement s'est ainsi situé à -6,9% du PIB durant la période 2008-2013 contre une capacité de financement de +2,1% durant la période 2000-2007 », souligne la Direction des études et des prévisions financières du ministère de l'Économie et des finances. Du coup, la demande d'investissement étant nettement supérieure au niveau d'épargne disponible et attendu, le recours à l'endettement s'avère incontournable. Si la dette fait partie intégrante des ressources de l'économie, la pression qui y est associée, notamment sur le budget de l'État, pourrait être sensiblement soulagée et mieux structurée, si le niveau d'épargne était dans de meilleures conditions. Ainsi, après une

très légère hausse de 2013, l'épargne nationale a repris son cycle baissier, amorcé en 2010 et constaté sur un temps plus long entre les périodes 2000-2007 et 2008-2013. En 2014, le taux d'épargne nationale s'est établi à 25,8% du PIB, au lieu de 26,6% un an plus tôt, selon les estimations du Haut-commissariat au plan (HCP). En 2015, elle stagnerait à 25,7%, ce qu'Ahmed Lahlimi, haut commissaire au plan, a considéré dans le Budget économique prévisionnel 2015 comme « l'une des fragilités du modèle marocain de croissance ». Cette source fondamentale de financement de l'économie est ainsi en recul continu depuis cinq années. Il faut toutefois souligner que le taux d'investissement en proportion du PIB reflue également (31,8% du PIB en 2014 contre 34,2% en 2013 et 35,3% en 2012), ce qui a eu pour effet de réduire le besoin de financement.

Même recette

L'enjeu tient plutôt au fait que pour réduire le déficit de finance-

ment, ce n'est pas tant l'investissement qu'il faut réduire - bien au contraire - mais le taux d'épargne qu'il faut améliorer, et le plus fortement possible. Sans cela, la croissance et l'emploi s'en trouveraient affectés et seraient pénalisés par l'incapacité de renforcer cet indicateur. Si le déficit du solde épargne/investissement se resserre progressivement, la croissance reste pour sa part faible (2,6% en 2014, 4,4% en 2013, 2,7% en 2012), alors que le chômage se remet à grimper pour s'établir à 9,6% au troisième trimestre de 2014, un niveau jamais atteint depuis 2008, et ce même s'il est communément admis que ce chiffre est en soi sous-évalué. Afin de tenter de remettre le niveau d'épargne nationale sur la pente ascendante, il n'y pas de remède miracle. Les ingrédients sont en effet sur la table depuis bien longtemps. « Le développement de l'épargne requiert la mise en œuvre d'une politique cohérente reposant sur un ensemble de facteurs, à savoir l'amélioration du système financier, la mise en place des mécanismes nécessaires pour collecter l'épargne et le développement d'instruments financiers adéquats et adaptés aux besoins des épargnants », soulignait déjà le département des Finances, dès le tout début des années 2000. Dans le domaine de la promotion de l'épargne, le processus de réforme se doit d'être accéléré avec le renforcement de l'épargne institutionnelle, le développement de l'épargne salariale, la dynamisation des marchés financiers, l'augmentation du taux de bancarisation et l'amélioration de la fiscalité de l'épargne. ●

● ● ●
Si le déficit du solde épargne/investissement se resserre progressivement, la croissance reste pour sa part faible (2,6% en 2014, 4,4% en 2013, 2,7% en 2012), alors que le chômage se remet à grimper.

PAR OTHMANE ZAKARIA
o.zakaria@leseco.ma